Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 27 septembre 1980

N° 84

PRIX:

Pour la reconstruc -

Pour la construction

d'un parti ouvrier

révolutionnaire en

Martinique et en

Pour l'émancipation

Guadeloupe.

des peuples

Guadeloupe.

Martinique et

tion de la IVéme

Internationale.

Antilles: 2 F France: 3 F

de

Editorial_

LA LEGALITE COLONIALE N'EST QU'UNE DUPERIE : LES TRAVAIL-LEURS N'ONT PAS A LA RESPEC-

Après avoir promis aux terroristes les plus terribles châtiments, le justicier Dijoud a joué au démocrate en proposant aux indépendantistes qui veulent s'exprimer dans le cadre des lois et de la république française de présenter un candidat aux prochaines élections présidentielles... On verrait bien alors combien de voix ils recueilleraient, ajoutait-il.

Dijoud peut d'autant mieux jouer les démocrates et faire preuve d'un grand courage politique que ce ne sont que lui et ses sbires qui détiennent le monopole de la parole sur les ondes et dans les grands moyens d'information.

Mais quels sont ces pays dans lesquels on vient nous parler de jeu démocratique, de respect des lois, etc....: des pays colonisés, pour lesquels le gouvernement français décide de tout de 7 000 km sans jamais consulter les populations, des pays quadrillés par une armée forte de près de 8 000 hommcs, des pays qui sont aux mains de quelques grosses sociétés anonymes, propriétaires fonciers, riches Békés ou industriels venant de France, des pays où précisément il suffit d'affirmer ses opinions anti-colonialistes pour être immédiatement mis à l'index ou emprisonné comme en Guyane, des pays où les libertés démocratiques les plus élémentaires sont régulièrement bafouées dont précisément le suffrage universel, ce suffrage universel dont parle Dijoud et que les colonialistes ne respectent qu'avec des C.R.S. et des gendarmes mitraillettes au poing en arrêtant les candidats de l'opposition (Marie-Galante), des pays où la majeure partie de la jeunesse est absente et ne peut s'exprimer politiquement dans son propre pays, des pays où règne la loi de la corruption, de la fraude électorale, des pays où le gros propriétaire qui frappe un travailleur (Max Martin) a pignon sur rue alors que les travailleurs qui occupent ses terres parce qu'ils ont faim reçoivent régulièrement coups de crosse et coups de pied des gendarmes..., des pays où la télévision, la radio sont totalement aux mains du gouvernement et des préfets, qui filtrent la moindre information, qui refusent systématiquement aux organisations anti-colonialistes la parole alors que ceux du pouvoir en usent et en abusent à longueur de journée à volonté.

La légalité, dont Dijoud nous parle, c'est la légalité des fusils du colonialisme contre tout un peuple, c'est la légalité des riches, des Empain, des Max Martin, des Aubery, Simmonet, Despointes, de ceux de la C.G.M., Compagnie fruitière et autres S.A.G. C'est la légalité qui veut que la majorité de la population vive dans la précarité, le besoin, l'angoisse du chômage, la violence des patrons, la peur, le racisme quotidien.

Les travailleurs n'ont pas à respecter cette légalité là car elle est faite contre eux. Ils ont à lui opposer leur propre démocratie, leur propre légalité de classe, celle qui conduit à bouter les colonialiste hors de leur pays et à pratiquer aussi leur propre violence, contre la violence coloniale.

LA VIOLENCE QUI MENACE LE PLUS LES TRAVAILLEURS EST CELLE DE L'ADMINISTRATION

Il a suffi que la violence frappe l'un des membres des forces armées coloniales pour que les chaines de radio et la presse officielle (France-Antilles) déversent un torrent de propos indignés. Il n'apparait pas qu'un tel flot de bons sentiments atteigne tous ces gens lorsque la violence provient de la même armée coloniale, tue ou rend infirmes des travailleurs et des jeunes de la population.

Sans remonter à la tuerie de 1952 au Moule, ni à toutes les répressions antérieures qui jalonnent la vie de la classe ouvrière de nos pays (Guadeloupe et Martinique) qu'il nous suffise de rappeler les meurtres de dizaines de travailleurs et de jeunes en 1967 à Pointe-à-Pitre par une soldatesque déchaînée. Gendarmes et C.R.S. s'étaient donné à cœur joie la tâche de « casser du nègre » comme on disait à l'époque. Combien d'innocents ont été fusillés en pleine rue, combien d'autres ont été estropiés à vie ? On n'en saura jamais le chiffre exact.

Et plus près de nous les meurtres de Ilmany et Marie-Louise et celui de Jovignac par un sous-officier de l'armée française justement en 1974 et 1978 en Martinique.

La violence indigne les représentants de l'administration en place quand elle fait des victimes dans ses rangs. Mais la même administration ne l'exerce-t-elle pas chaque jour contre nous ? Qui manipule le plus d'explosifs et d'engins de mort dans ce pays ? Qui prend le risque d'affrontements meurtriers en envoyant dans chaque conflit social important, gendarmes et C.R.S. contre la population et en protection des patrons et des riches ?

Alors qu'on ne vienne pas nous dire que l'attentat de mercredi nous concerne et nous menace plus que la violence officielle organisée bien plus efficacement et à plus grande échelle que celle d'un petit groupe d'oppo-



sants à la présence coloniale en Guadeloupe.

Et nous mêmes, travailleurs et population des Antilles, ne nous croyons nullement tenus d'emboîter le pas à cette indignation officielle. Ni à plus forte raison de prêter le moindre concours aux opérations policières en cours. Car il est dans la nature de l'administration coloniale de retourner contre nous ses coups.

L'affaire qui est sur le devant de la scène est une affaire politique. La politique oppose des partis et des gens qui défendent des intérêts différents. L'administration ne défend en aucune façon nos intérêts à nous travailleurs.

Le croire serait tomber dans une illusion qui pourrait nous coûter cher par la suite. Le pouvoir prend prétexte de l'existence du .terrorisme pour tenter de mobiliser tous ses moyens policiers et militaires. Ainsi que ses affairistes moraux et ses professionnels de l'indignation qu'ils aient nom François Bracy ou Henry Mangattale.

Un tel déploiement militaro-policier se retournera immanquablement contre nous. Et ce serait nous transformer en victimes consentantes que d'y apporter notre soutien même moral. suite page 2

tinissons-en avec le paternalisme nous assènent

Le ton mielleux et le visage suant l'hypocrisie Dijoud en arrivant aux Antilles a adressé aux Martiniquais et aux Guadeloupéens ce qu'il a appelé « un message de solidarité ». parlant tant en son propre nom qu'en celui du « Président de la République ». Et c'est avec un paternalisme digne de la plus belle époque coloniale de la France, qu'il a tenu à nous assurer que la mère patrie pensait du fond du

cœur à ses enfants chéris des D.O.M. antillais. Cette fois-ci, plus de menaces tonitruantes envers ceux qui ne croiraient pas que la Martinique et la Guadeloupe devraient rester « définitevement françaises ». Non au contraire, il a félicité les Martiniquais du calme social qui règne dans l'île et les Guadeloupéens de leur « profond attachement » à la France. Puis le bon père Noël a sorti de sa

hotte les joujoux habituels destinés à amuser la galerie: l'indemnisation cyclone, les allocations chômage, les primes, les encouragements, les incitations, le colloque de novembre, la lutte contre les bidonvilles, la bataille pour l'emploi, la restructuration de l'industrie sucrière, l'aménagement de la côte sous le vent, le sort des jeunes, etc., etc., bref, le suite page 4

CONTRE LES « EMIGRES » DE LA CARAIBE: POLICE, FRANCE-ANTILLES ET **PREFECTURE**

fait régulièrement paraître à la une des affaires de drogues où sont mis en cause des jeunes Sainte-Luciens ou Dominicains. C'est à coup de grands titres sensationnels que ces affaires sont annoncées : « La filière Sainte-Lucienne de la marijuana démantelée » ! « les doua-

niers arraisonnent un canot de contrebandiers venant de Sainte-Lucie : 3 kg de haschich saisis » ! « L'internationale de la drogue », « 1,7 kg de marijuana saisi dans un canot; se voyant découverts les contrebandiers se jettent à l'eau ; ils sont arrêtés », etc. Mais quand on lit attentivement l'article, on se rend

compte du caractère relativement mineur des affaires en question, malgré les titres à sensa-

Bref, tout se passe comme si France-Antilles procédait à une mise en condition du public qui viserait à dresser l'opinion contre ces

photo GEBER).

LA VIOLENCE QUI

MENACE ...

SUITE DE LA PAGE 1

Il est bien normal que nous travailleurs n'admettions pas le terrorisme d'un petit groupe comme méthode politique. Mais nous devons nous demander si l'impatience, le désespoir et l'exaspération qui ont poussé dans cette voie des jeunes n'ont pas été provoqués par la lassitude éprouvée devant la passivité entretenue dans nos rangs à nous travailleurs par des dirigeants timorés.

Ceux-ci refusent d'engager le combat pour faire reculer une administration coloniale qui conduit nos pays tout droit à la faillite économique et à la mort.

Mais si ces dirigeants ne sont pas à la hauteur, alors pourquoi ne pas nous occuper nous-mêmes de nos affaires? Pourquoi acceptons-nous de cantonner nos luttes aux seules limites qui sont fixées par de tels diri-

Et ceux d'entre nous qui croiraient qu'il faut crier avec l'administration pour arrêter la violence ou pour se protéger des malheurs qui frapperaient nos familles vivant en France se trompent aussi.

C'est la situation économique et politique de la Guadeloupe qui a poussé au terrorisme certains jeunes. Et bien d'autres risquent de les suivre dans cette voie si une solution politique et économique n'apporte un changement radical de la situation.

Et une telle solution ce ne sont ni M. Dijoud ni nos députés bâillonnés et sans pouvoir réel qui nous les apporteront. Il appartient aux travailleurs de ce pays de sortir de toute forme de passivité ou de routine pour engager la lutte qui changera nos pays et leur redonnera vie.

Faute de le comprendre, nous travailleurs laisserons des jeunes engager cette lutte derrière un drapeau qui n'est pas celui des travailleurs. Et la société qui sera alors bâtie en remplacement de l'actuelle société coloniale échappera totalement au contrôle des travailleurs et leur sera même hostile.

Et il sera trop tard pour s'en plaindre.

23 septembre 1980.

MARTINIQUE: LES PLUIES FONT LES MÊMES RAVAGES ET ATTEIGNENT LES MÊMES ENDROITS.

Les fortes pluies qui se sont abattues sur la Martinique le mercredi 17 et le jeudi 18 septembre ont occasionné une nouvelle fois des inondations, et comme par hasard, ce sont les mêmes localités qui ont été touchées : Rivière-Pilote, et le pont à l'entrée du bourg, le François et plus particulièrement la cité La Jetée, ainsi que la nouvelle cité construite au Lamentin pour reloger les habitants du quartier Vieux-Pont. Que l'on vienne parler après cela de fatalité, que l'on incrimine la « violence des pluies tropicales », c'est se moquer des gens

Car les autorités sont parfaitement averties des conséquences qu'entraînent les pluies et plus particulièrement en période d'hivernage, et malgré cela, aucune disposition n'est prise. Si des cités comme La Jetée au François, Mansarde-Catalogne au Robert, Dillon-Sud, sont inondées, c'est précisément parce qu'on les a construites sur des terrains inondables, marécages, mangrove, ou à proximité des rivières.

Un tel choix est dû à la volonté de construire au meilleur coût sans que les conditions élémentaires de sécurité aient été respectées. Et dans ce cas, la palme revient à la cité La Jetée au François, construite précisément au confluent de deux torrents dans un marécage.

A chaque pluie d'importance, les habitants du rez-de-chaussée ont leur maisons inondée avec les meubles détruits ou endommagés. Toutes les protestations, les démarches aux autorités, à la S.I.M.A.R. (constructrice des logements), au maire n'y ont rien fait. Tout ce qu'on demande aux habitants, c'est de prendre patience... en attendant la prochaine inondation.

Les solutions sont connues de tous les responsables : canalisation des cours d'eau à proximité desquels sont bâties les maisons, construction de retenues d'eau pour régulariser le débit des rivières, en bref il faudrait mener une politique d'assainissement de manière à protéger les biens et à assurer la sécurité des gens. Il faudrait le cas échéant, si toutes ces mesures n'apportent pas de solutions véritables, reloger les gens dans des habitations sûres.

Ce n'est pas la voie choisie par les autorités qui préfèrent 2 ou 3 fois l'an verser des larmes fatalistes sur le courroux de la nature.

TURQUIE:

officiel lement prend Quand l'armée

le pouvoir

Le 12 septembre, l'armée prenait le pouvoir en Turquie. Le général Kenan Evren qui dirige la junte déclare qu'après « plusieurs avertissements », l'armée turque se voyait aujourd'hui en quelque sorte « contrainte » à cette mesure d'ordre pour le bien du pays, face à l'instabilité grandissante, face au terrorisme et au désordre. D'ailleurs affirmait-il, la prise du pouvoir par l'armée n'est que provisoire : le temps de convoquer une assemblée constituante, de rédiger une nouvelle constitution et il remettait le pouvoir à un gouvernement civil ...

La presse bourgeoise et les grands quotidiens français ont défendu avec complaisance cette même image de l'armée turque qui serait à leurs yeux peu ou pas du tout répressive, une armée « libérale » en somme, au service de l'ordre face au chaos menaçant.

En réalité, une des premières mesures de cette armées dont les journalistes bourgeois parlent avec tant de complaisance fut immédiatement de suspendre le droit de grève, les conventions collectives et d'ordonner à plus de 500 syndicats indépendants ou appartenant aux centrales de cesser leurs activités. Car, en Turquie, l'armée est un des piliers du régime bourgeois et le principal garant de la défense des intérêts impérialistes. D'ailleurs depuis 1960, c'est la troisième fois qu'elle prend le pouvoir, à la faveur d'un coup d'état pour soidisant « restabiliser » le pays.

Depuis près de deux ans, l'état de siège proclamé en Turquie par le gouvernement Démirel, donnait déjà des pouvoirs accrus à l'armée pour lutter contre le terrorisme d'extrêmedroite. Mais, le fait que l'armée ait pris le pouvoir ne signifie pas forcément la fin de ce terrorisme d'extrême-droite très puissant. Car voilà bien longtemps que les groupes terroristes bénéficient du soutien de cette armée, de complicités en son sein et de sa bienveillance. Car ce terrorisme s'exerce systématiquement contre les dirigeants syndicaux de gauche, les défilés et manifestations ouvrières, les grèves.

Le premier mai 1977 ce sont des centaines de travailleurs qui tombèrent sous les balles des tireurs de l'extrême-droite, au cours d'un rassemblement pacifique. Il y eut aussi il n'y pas bien longtemps le pogrom de Kahramanmaras organisé par les milices d'extrême-droite, qui s'était soldé par 250 morts et 2 000 blessés.

La répression officielle, quant à elle, venant de l'armée ou de la police a coutume en Turquie de ne s'exercer que dans un seul sens, à l'encontre de tous ceux qui, de près ou de loin, militent dans les syndicats et les partis de gau-

che ou en expriment les idées.

Il est possible cependant que les dirigeants militaires qui ont pris le pouvoir aient voulu éviter un trop grand développement de cette extrême-droite. Car bien que l'armé ait pris le pouvoir contre un gouvernement de conservateurs, pro-impérialiste, défendant les intérêts des banquiers et des gros possédants, (celui de Démirel), elle l'a fait pour mettre fin effectivement à l'instabilité politique. La surenchère politique à laquelle se livrent les deux grandes formations bourgeoises dirigées par Démirel et Ecevit et le climat général d'insécurité ne sont pas toujours efficaces pour les intérêts de la classe bourgeoise.

L'armée peut donc jouer à la fois sur le terrorisme, a condition qu'il ne devienne pas dangeureux pour l'état lui-même et sur sa force organisée pour mettre au pas la classe

Car cette dernière est combative et les grèves « illégales » sont fréquentes, ainsi que les manifestations, malgré la répression sanglante et le terrorisme. En 1970, les travailleurs d'Istambul organisent une marche de protestation contre la politique du gouvernement et se heurtent à la troupe qui tire ; en 1976, 300 000 travailleurs se mettent en grève générale pour protester contre les tribunaux de sécurité de l'Etat : 300 syndicalistes sont arrêtés et 3 000 licenciés; de véritables batailles rangées ont lieu entre les forces de l'ordre et les travailleurs, à Istambul. Après le bain de sang du premier mai 1977, 40 000 métallurgistes se mettent en grève ; après huit mois de lutte, ils obtiennent des résultats non négligeables. En février 1980 à Izmir, les ouvriers occupent l'usine d'un complexe agro-alimentaire industriel. L'armée emprisonne 1 000 ouvriers dans un stade; immédiatement leurs camarades déclenchent la grève générale dans toute la région. Au début de cette année des manifestations ouvrières importantes ont eu lieu : le 1er mai, et en juillet dernier où des métallurgistes déclenchent une grève.

C'est donc contre une classe ouvrière qui fait preuve d'une telle combativité que sont destinés avant tout les coups de l'extrêmedroite terroriste, de l'armée, de la police.

Même si dans les jours qui viennent, un gouvernement civil est mis en place (comme l'a annoncé le général Evren), c'est quand même bel et bien l'armée qui reste le véritable arbitre en Turquie.

Et de toutes façons, elle ne pourra en rien règler la crise économique que traverse le pays depuis plusieurs années et qui se caractérise principalement par une inflation de plus de 100 %, trois dévaluations en deux ans, un déficit budgétaire énorme, le manque de produits de première nécessité, un chômage qui frappe près de 20 % de la population, des millions de paysans sans terre, la misère, l'analphabétisme qui frappe la moitié de la popula-

Dans ces conditions et s'ils veulent refuser de faire les frais de cette crise, les travailleurs turcs ont intérêt à continuer à se battre, à se révolter comme ils le font déjà. Reste à ces travailleurs, au cours de leurs luttes à se forger de solides organisations révolutionnaires pour se débarrasser définitivement des généraux, des bandes armées da la droite, de l'oligarchie locale et impérialiste.

Pierre-Jean Christophe.

TERRE DE BAS : UNE COMMUNE QUI SOUFFRE DE L'INCURIE ET DE LA MESQUINERIE DU

MAIRE

Quant on parle des Saintes, on pense en général à Terre-de-Haut, à cause de sa rade, de la beauté des paysages, etc. Mais les Saintes, c'est aussi Terre-de-Bas, moins connue car moins fréquentée. Ce petit village, dont la majorité des habitants vivent de la pêche, connaît actuellement une espèce de précampagne électorale au cours de laquelle la personnalité, les méthodes et les options du maire sont mises en cause par une large fraction de la population. Il faut dire qu'elle a bien des raisons de mécontentement, de quelque côté que l'on se tourne.

Dans les conversations, le premier problème soulevé est celui de la personnalité du maire. Celui-ci, Eugène l'Etang est un rare mélange d'incompétence et de je m'en fichisme. Ce personnage falot se fit connaître comme socialiste il y a un peu plus de 20 ans lorsqu'il fit ses quand Jalton était candidat officiel du gouvernement aux législatives de 1973, il suit présentement Bernier et fait partie comme toujours de ceux qui ont accès à la mangeoire colo-

Monsieur le maire est un de ces petits potentats de village dont le cadet des soucis est bien l'intérêt de ses administrés et qui ne se gêne pas par contre pour soigner ses propres intérêts en utilisant au mieux sa position de maire. Aussi l'incurie qui se montre dans ses réalisations révèle-t-elle son mépris le plus total pour les habitants

Un scandale tout d'abord : il manque d'eau aux Saintes, car la sècheresse y sévit. Une seule mare conserve de l'eau durant toute l'année. C'est la seule à laquelle de nombreuses familles qui ne possèdent pas de citerne peuvent venir puiser de l'eau. Le maire a fait en sorte que l'eau de la ravine qui traverse le bourg vienne s'y jeter avec tous les déchets et les eaux usées! Il est vrai que le maire ne boit pas de cette eau-là, vu qu'il ne réside pas dans la commune. Il est à signaler que le maire est docteur en médecine de profession!

La deuxième grande « réalisation » du maire est la route sans issue au bout de laquelle on jette les ordures! Pour en arriver

là, il a fallu détruire l'un des plus beaux sites de l'île, face à la Guadeloupe. Pendant ce temps, les ornières se multiplient sur la seule route de l'île longue de 5 kilomètres environ.

Quant aux édifices dont la municipalité a la charge, il suffit de savoir que les citernes des logements des instituteurs n'ont pas été curées depuis des années. Mieux, les gouttières et conduites d'eau de ces citernes ne sont pas isolées et peuvent être souillées par le premier venu! Les cabinets des filles sont inexistants et ce sont ceux des voisins de l'école qui doivent être utilisés

Jusqu'à cette année, les élèves de collège étaient scolarisés le plus souvent à Terre-de-Haut et devaient se lever à 4 heures du matin pour être de retour à 19 heures le soir pour des enfants de 10 à 16 ans ! Il a fallu une mise en demeure du conseil municipal pour que le maire daigne s'intéresser au dossier que la municipalité avait déposé il y a 8 ans de cela pour la construction d'un collège. Le dossier avait paraît-il été égaré!

Finalement, la population apprenait en plein mois d'août que le collège était créé, mais les locaux nouveaux n'ont pas été construits. A deux semaines de la rentrée, on ne connait ni le directeur, ni les enseignants du collège de Terre-de-Bas... qui n'existe que sur le papier...!

Mais si le maire se montre bien peu soucieux de la santé et de l'éducation de ses administrés, il est un domaine dans lequel sa vigilance est à toute épreuve : la protection de ses propriétés familiales. Etant l'un des plus gros propriétaires fonciers de l'île, il est prêt à tout pour mettre en valeur ses propriétés au moindre coût pour lui. L'une de ses dernières lubies était l'extension de l'électrification à deux lieux-dits absolument vides de toute population, Derrière-Morne et la Pointe, parce que s'y trouvent deux de ses propriétés (E.D.F. aurait refusé cela). Par contre la route départementale vient d'être prolongée jusqu'à l'emplacement précis d'autres terres qu'il possède. Depuis, elle s'y est arrêtée...! Le souci de protéger ses propriétés ne

s'embarrasse pas de détails : ainsi le cimetière

est trop petit, et les derniers cadavres, enterrés trop près de la surface dégageaient une odeur pestilentielle qui incommodait le voisinage. Il faut donc l'agrandir. C'est chose à priori facile, un immense terrain vague jouxte le cimetière. Mais comme il appartient à Monsieur l'Etang, il ne faut pas y toucher. On s'oriente actuellement vers un autre terrain de tuf, imperméable, ce qui n'ira pas sans poser de problèmes. En attendant on enterre les morts dans des conditions désastreuses pour l'hygiène publique.

Autre petit scandale : pour ne pas toucher à ses terres, proches du bourg, monsieur le maire décide la construction d'un stade sur une portion de terre hors du bourg, qui est l'une des rares terres aptes à la culture dans

Pendant que le maire se livre à ces actes mesquins et intéressés, un fait nouveau risque de bouleverser le mode de vie des Saintois : l'acquisition d'une superficie de 27 hectares autour de Grand Baie par une compagnie hôtelière. D'ores et déjà des habitants de la région auraient reçu comme ordre de ne pas réparer leurs maisons qui seraient bâties à l'intérieur de cette zone. Ne risque-t-on pas de connaître la situation qui est celle dénoncée par de nombreux habitants de Terre-de-Haut : impossibilité de trouver des terrains à bâtir, mépris et arrogance d'une population de bourgeois et de nantis en face des pêcheurs de la

La municipalité ne se soucie pas des conséquences d'un tourisme sauvage et conçu en dehors de tout besoin réel de la population.

C'est donc la conjonction de tous ces éléments qui donne un tour de plus en plus passionné aux discussions dans l'île. Nombreux sont ceux qui veulent signifier son congé au maire, croyant en cela résoudre leurs problèmes. Mais là encore, le premier pas vers l'amélioration de leur situation passe par le contrôle de tous les aspects de leur vie courante par les habitants de la commune, au lieu qu'ils s'en remettent à des individus dont les préoccupations et le mode de vie ne sont pas les mêmes que ceux du reste de la population.

MARTINIQUE: exploitation chez Egaps.

Nous publions la lettre que nous avons reçue d'un ouvrier du bâtiment.

Encore une fois monsieur Erembert A., P.D.G. de l'entreprise Egaps exploite son per-

Le 20 du mois de juin ce mauvais payeur d'Egaps donne à ses ouvriers leurs soldes du mois de mai.

Le 11 juillet les ouvriers ont décidé une grève de protestation pour :

1 — Respect de la convention collective du bâtiment et T.P.:

a) prime de transport,

b) prime d'ancienneté,

c) rattrapage des 4 % depuis février 1979 + 7 % de mars 1980,

d) paiement des congés payés 79-80.

2 — Fixation une fois pour toutes de la date des payes mensuelles.

Erembert soi-disant n'avait pas d'argent pour payer les ouvriers le 11 juillet. Alors que les banques étaient fermées les 12, 13 et 14 juillet, le 15 à 6 h 30 l'argent se trouvait sous enveloppes. C'est donc qu'il avait déjà l'argent chez lui.

Les ouvriers continuaient leur grève de protestation contre le mépris d'Erembert.

Le 16 juillet un accord était signé par le syndicat, les délégués, l'inspecteur du travail et Erembert.

Le lendemain les employés arrivèrent entre 6 h 30 et 6 h 45, Erembert arrive à son tour et déclare : « cé neg-là, zot faim, zot viré, jôdi-a cé moin ki ka grévé ». Il a refusé de donner du travail aux ouvriers les 16 et 17 juillet, 2 jours de chômage forcé qu'il a imposés et qu'il refuse de payer.

Le 22 août, les ouvriers se voient payer leur solde de juillet alors que dès le 5 du mois l'argent devait être versé.

Erembert malgré la grève ne paie pas les primes de transport, ni les augmentations. Par contre, avec l'argent des ouvriers, ce patron arrogant construit des lotissements à Dillon (Bardinet) et à Didier (Cluny), achète beaucoup de terrains et de maisons, mais ne veut pas payer les ouvriers.

Le 22 septembre les ouvriers n'ont pas encore reçu leur paye du mois d'août. Erembert a quitté la Martinique le 12 septembre pour ses vacances. Quand retournera-t-il avec l'argent du mois d'août des pères de famille ?

Travailleurs martiniquais, prenons conscience de l'exploitation qui règne chez Egaps, car aujourd'hui nous ne sommes pas des esclaves! Solidarité aux travailleurs! »

ETATS-UNIS: DIXIÈME DÉTOURNEMENT D'AVION DEPUIS LE 10 AOÛT, DES CUBAINS VEULENT RETOURNER CHEZ EUX!

Il y quelques mois, les grands moyens d'information occidentaux avaient fait grand scandale sur la fameuse affaire des réfugiés de l'ambassade du Pérou à Cuba.

On se souvient qu'à l'époque, suite à la décision du gouvernement cubain de ne plus empêcher l'accès à l'ambassade du Pérou à Cuba plusieurs milliers de Cubains avaient envahi cette ambassade. Ces milliers de Cubains désiraient quitter Cuba pour les Etats-Unis. Les Etats-Unis leur semblaient une terre libre et accueillante.

Les journalistes, les politiciens bourgeois n'avaient pas raté l'aubaine. Pendant des semaines c'était à qui ferait le plus bel article, la plus longue déclaration sur les charmes comparés de l'enfer communiste et de la démocratie occidentale.

Il faut croire que les charmes de la bourgeoisie sont plus que discrets. Les Etats-Unis qui denonçaient les restrictions à l'émigration

du gouvernement cubain ont longtemps hésité avant d'accueillir, et en grand nombre, les réfugiés. Les 120 000 Cubains qui ont débarqué sur les côtes américaines n'ont pas eu à attendre pour apprécier la vie américaine, la liberté, la démocratie... Ils ont été parqués dans des camps, manquant de tout, en butte aux vexations de toutes sortes de la part de l'administration américaine.

Alors, depuis le 10 août, de nombreux réfugiés cubains préfèrent prendre le risque d'être mis en prison chez eux dans le soi-disant enfer communiste plutôt que de continuer à goûter aux délices de la « liberté » américaine. La récente tentative de détournement d'avion en direction de Cuba à partir du territoire américain est la 10° depuis le mois d'août. La presse est beaucoup plus discrète sur ces détournements et sur la situation des réfugiés cubains aux Etats-Unis. Comme par hasard!

LES PATRONS SONT PARTIS:

LES TRAVAILLEURS DE DARBOUSSIER PEUVENT ENCORE SE PAYER SUR LE CAPITAL

« Darboussier pé ké fèmé ». C'était le mot d'ordre que reprenaient des travailleurs de cette usine mercredi 17 en manifestant dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Ils avaient tenu quelques instants plus tôt un meeting à l'intérieur de l'usine et avaient manifesté dans l'usine même. Puis ils passèrent dans les rues banderoles en tête et firent des prises de parole pour sensibiliser la population sur la fermeture de leur usine.

Des travailleurs de Darboussier, mis à la rue par la S.I.S. du Baron Empain, ont donc tenu à faire entendre leur voix. Et même si cette voix a raisonné faiblement, d'une part parce qu'ils n'étaient pas très nombreux et puis aussi parce que ce même jour les attentats à la bombe retenaient toute l'attention, elle était aussi la voix d'une grande partie des ouvriers de la S.I.S. qui se retrouvent jetés au chômage après des années d'exploitation capitaliste sauvage.

La section syndicale C.G.T.G. continue d'avancer comme principales revendications pour les ouvriers de cette usine, la réouverture de Darboussier et la création d'une société d'économie mixte.

Pourtant, les ouvriers et employés qui se retrouvent chaque matin à l'usine, depuis la fin de leurs congés annuels n'ont pratiquement aucune chance de voir l'usine fumer à nouveau en 1981. Les capitalistes ont bel et bien arrêté leurs comptes et réglé leurs affaires au mieux de leurs intérêts.

Alors, la société d'économie mixte que propose le P.C.G. ne réussirait pas mieux que la S.I.S. à rentabiliser cette usine laissée à l'abandon depuis des années, si ce n'est en demandant aux travailleurs de se serrer la ceinture et de participer à l'effort pour la survie de l'industrie sucrière. Les travailleurs, dans cette société dirigée par les capitalistes n'ont pas à aider les capitalistes, sous une forme ou sous une autre, à se remettre en selle.

Mais les travailleurs, s'ils veulent vraiment ne pas être les laissés pour compte du groupe du richissisme Baron Empain, ont encore des atouts. S'il leur est difficile d'obliger la S.I.S. à rouvrir ses portes, ils peuvent refuser de payer les pots cassés. Les capitalistes sont partis mais ils ont encore des biens qu'ils continuent à négocier pour arrondir leur magot. A l'usine il y a sans doute encore du matériel et il y a surtout les milliers d'hectares de terre que le groupe Empain négocie avec l'état colonial. Les travailleurs peuvent prendre les terres et les cultiver pour leur propre compte, car cette terre leur appartient, à eux, à leur famille qui ont enrichi de leur travail les capitalistes pendant des années.

M.T.

LES AFFAIRES **MALODORANTES** DE GISCARD ET **BOKASSA** (suite)

L'ex-tyran criminel de Centrafrique, a réussi de sa quasi-prison en Côte d'Ivoire à téléphoner au journal le « Canard Enchaîné ». Il confirme avoir offert des diamants à Giscard et même plusieurs fois. « Vous ne pouvez pas imaginer ce que j'ai remis à cette famille là... » « Vous savez que pendant dix ans nous étions amis intimes, et c'était même des relations au niveau de parents »... « Ils me demandaient de ne jamais autoriser la presse de signaler leur présence. Alors moi je prenais régulièrement des précautions et on n'en parlait jamais, même en France ». Et Bokassa s'est désolé au téléphone d'avoir malgré cette « amitié », été destitué de son trône justement par le gouvernement français : « je ne comprends rien, rien, pour quelqu'un qui m'avait pris pour un parent ».

Ce rebondissement de l'affaire des diamants n'est certainement pas pour plaire à Giscard à la veille des présidentielles. D'autant que l'affaire semble bien compliquée. Pourquoi en effet le régime Ivoirien a-t-il brusquement cessé d'obéir au gouvernement français et permis à Bokassa d'entrer en relation avec des journalistes ? Pourquoi la justice française a-telle fait emprisonner Delpey, un ancien soldat d'Indochine qui rédigeait les mémoires de Bokassa ? Ce Delpey, accusé de trahison au profit de la Lybie, lui aussi risquait-il de dévoiler des choses trop compromettantes pour le gouvernement français ?

ENTREPRISES **ECHOS** DES

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE MARTERNITE: BRIMES DES LES PREMIERS CRIS!

Au service « Pontonnier », on a refusé à une mère un peu d'eau sucrée pour son bébé.

Elle a dû se faire acheter du sucre à l'extérieur pour préparer de quoi apaiser la soif de son enfant. Tandis qu'en face à « Cognet » aux « payants » des biberons d'eau sucrée sont distribués régulièrement aux bébés en cas de besoin.

Ainsi les premiers jours d'existence d'un bébé à la maternité de Redoute peuvent être très sucrés ou très amers selon que sa maman soit hospitalisée "aux payants" ou dans une autre aile. C'est-à-dire selon qu'elle ait de l'argent ou non.

FORT-DE-FRANCE SECURITE SOCIALE CASERNE-**BOUILLE:** LES TUILES DE LA DIRECTION.

A Caserne-Bouillé, depuis le passage du cyclone Allen, les tuiles ont été remplacées par les tôles. Mais c'est par gros tas que ces tuiles cassées se trouvent maintenant aux endroits qui faisaient office de parking.

Et voilà que la direction a eu la lumineuse idée, pour se débarrasser de ces gravats de les répartir à certains endroits du passage des voi-

Alors, outre les risques de projection de pierres qui pourraient causer l'accident, se trouve aussi celui d'endommager les voitures, sans parler du bruit et des chaussures qui

En tout cas, une seule raison suffirait pour expliquer cette initiative des responsables de la direction, c'est que eux, ils ne viennent pas à Caserne-Bouillé, et n'y garent pas leurs véhiFORT-DE-FRANCE SECURITE SOCIALE, ASSURANCES VIEILLESSE AGRICOLE (AVA): UN PETIT AIR RETRO.

A l'AVA, on semble du côté du chef vouloir revenir en douce à la bonne vieille méthode du rendement, combattue il n'y a pas si longtemps que cela par une grève.

Le responsable du service, sournoisement tente de remettre ses grosses pattes sur un acquis d'il y a si peu de temps.

Mais les travailleurs l'ont déjà compris et ils comptent bien, eux, tenir leurs engagements et ne pas se laisser faire.

FORT-DE-FRANCE SOCALTRA: SURTOUT NE PAS AVA-

Le patron sanctionne par des jours de mise à pied les ouvriers qu'il soupçonne d'avoir bu. Mais 8 heures d'exploitation par jour, 26

jours par mois et 11 mois l'an, est bien ce qui nous saoûle le plus. Alors, luttons contre cet alcool qui nous tue

lentement : l'exploitation capitaliste. C'est ce poison qu'il faut éliminer définitivement!

GUADELOUPE S.I.G. :

DANS LES CAGES DES POUBELLES, ATTENTION: DANGER ...!

« A Grand-Camp, la direction nous a ordonné de ne pas nettoyer les poubelles hors des boxes. Le résultat, c'est que nous sommes éclaboussés par les ordures expédiées des étages. Mais ce qui est plus grave c'est que nous recevons des éclats de bouteilles.

N'attendons pas d'en recevoir un dans l'œil pour exiger de la direction le droit de nettoyer les poubelles à côté des cages et non pas à l'intérieur.

FORT-DE-FRANCE SOCALTRA: UNE MAUVAISE REPU-

Il n'y a plus de Socaltra. L'entreprise s'appelle maintenant De Lattre-Levivier, filiale de Creusot-Loire. On se demande quelle manigance des patrons se cache derrière ce changement de nom. D'autant plus que l'entreprise, sous le nom de Socaltra-Antilles, était depuis longtemps une succursale de Creusot-Loire.

Mais peut-être que les patrons en ont eu assez de la « mauvaise réputation » de leur entreprise. En effet, jusqu'à Paris on sait qu'à la Socaltra il y a souvent des grèves parce que nous ne nous laissons pas faire!

Alors, à defaut de pouvoir nous changer ils ont sans doute préféré changer de nom !

GUADELOUPE S.I.G.: NOUS NE SOMMES PAS DES

BETES DE SOMMES.

Pendant la période des congés, nous sommes bien souvent obligés de faire double ou triple travail. Car, en plus de notre travail habituel nous devons faire celui des femmes

de ménage qui sont parties en congé. Certaines d'entre nous se sont retrouvées avec 12 escaliers, 12 couloirs, une terrasse et quatre boxes-poubelles à nettoyer chaque jour, à Grand-Camp. Aux Seuils, à Raizet, ce sont parfois 14 boxes-poubelles et poubelles elles mêmes que nous avons à nettoyer en plus du travail dans les escaliers. En tout et pour tout, dans la cité des Seuils, il ne reste que cinq femmes de ménage au lieu de neuf pour effectuer tout le travail.

Le lundi, en particulier, après le week-end,

c'est infernal tant il y a de saletés.

Evidemment, la direction se soucie fort peu de cela et n'envisage pas le remplacement de celles qui sont en congé. Elle nous laisse tout le fardeau sur le dos. Ce qu'il faudrait c'est que nous toutes ensemble nous lui rendions son fardeau en laissant à sa charge ce qui vient en supplément de notre part de travail habi-

SOFROI (GUADELOUPE) PREPARONS ENSEMBLE LES PRO-CHAINES ELECTIONS DE DELEGUES DU PERSONNEL

Dans quelques temps nous devrons élire nos délégués du personnel. Le vote se déroulera dans l'entreprise durant toute une journée comme les fois précédentes.

Mais nous mêmes travailleurs, nous pouvons l'avance désigner les camarades que nous voudrions présenter. Pour cela, il faut que des discussions se fassent entre nous et avec nos anciens délégués. Que l'on voie ensemble, ce qui a été fait l'an passé, ce que nous pouvons faire mieux pour la prochaine année, et quels sont les camarades les plus capables de nous

A nous de favoriser ces discussions, ces réunions pour que l'élection des délégués soit notre affaire à tous.

FORT-DE-FRANCE SOCALTRA: FOURBERIES DE CHEF

Un de nos camarades s'est vu infliger un avertissement par Rein, sous prétexte de retard. En réalité, ce camarade ayant fait 1/2 heure supplémentaire avait été autorisé par le

chef d'atelier à récupérer ce temps en arrivant au travail deux jours de suite un quart d'heure plus tard. Mais ce chef n'a rien dit lorsque Rein a sanc-

tionné notre camarade pour ce prétendu retard. Comme quoi il faut se méfier des chefs, même lorsqu'ils paraissent « sympathiques » ! Quant à nous, il n'est pas question que nous

acceptions cette sanction!

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN: UN NOUVEAU CONFLIT FAVORISE PAR LA POLITIQUE DES GRANDES PUISSANCES.

Avec l'extension des combats à la zone du Chat-El-Arab, lieu de jonction des deux grands fleuves, le Tigre et l'Euphrate, le conflit opposant l'Iran et l'Irak a pris des dimensions de guerre ouverte, survenant après plus d'un an de conflits de frontières, notamment dans la zone du Kurdistan, au Nord-Ouest de l'Iran.

La région du Chat-El-Arab est elle-même une région vitale pour les deux belligérants, d'une part parce que c'est une région très riche en pétrole, de laquelle l'Iran notamment tire la quasi-totalité de son pétrole. Ensuite le Chat-El-Arab donne sur le golfe Persique par lequel passent 40 % des exportations mondiales de pétrole!

Tandis que la propagande Irakienne présente cette guerre comme une reconquête de territoires auparavant irakiens et saisis de force par l'Iran, l'Iran accuse l'Irak d'agression et d'être au service de l'impérialisme.

De fait l'Iran et l'Irak ont rarement eu des relations de bon voisinage. Ces deux pays dictatoriaux ont essayé réciproquement, par Kurdes interposés, de déstabiliser le régime voisin. Par ailleurs, ces deux pays participaient en tant que pions à la rivalité entre les deux grander puissances mondiales: alors que l'U.R.S.S. soutenait l'Irak, l'Iran du Chah armé par les Etats-Unis jouait le rôle de gendarme de l'impérialisme au Moyent-Orient.

Le renversement du Chah et la venue au pouvoir de Khomeiny en Iran allaient raviver les tensions, d'une part parce que le gouvernement irakien choisit de soutenir les Kurdes iraniens en lutte contre Khomeiny, d'autre part parce que le gouvernement iranien allait se trouver de plus en plus affaibli à cause des difficultés intérieures et extérieures.

En effet, le gouvernement de Téhéran est aux prises avec les revendications des différentes nationalités d'Iran, aussi bien Kurdes qu'Azerbaïdjanais ou Arabes, et à ces nationalités qui demandent un respect des droits démocratiques, et parfois l'autonomie, le gouvernement a répondu par la répression et même, comme au Kurdistan par la guerre.

Ensuite, l'élite dirigeante iranienne est partagée entre partisans d'un régime islamique intégral qui soutiennent Khomeiny et partisants d'un régime plus ouvert à l'impérialisme comme le président iranien Bani Sadr. De plus l'armée iranienne a été touchée par l'épuration destinée à réprimer ou prévenir des complots contre la république islamique.

Sur le plan international, l'Iran est relativement isolé depuis la rupture des relations avec son ancien protecteur, l'impérialisme américain, et le refus de se placer sous la houlette de Moscou.

Le gouvernement irakien a peut-être pensé alors qu'il lui était possible de s'en prendre à un adversaire qui apparait comme affaibli par des dissensions internes et sans grand appui à l'extérieur.

Mais l'action irakienne va dans le sens des intérêts de l'impérialisme américain. Celui-ci a du à plusieurs reprises reculer face à la mobilisation du peuple iranien autour de Khomeiny et n'a donc plus le contrôle de l'état iranien comme c'était le cas au temps du Chah, l'affaire des otages de l'ambassade américaine à Téhéran est un exemple significatif de l'opposition entre l'impérialisme américain et son ancien protégé.

Et les Etats-Unis ne verraient pas d'un mauvais œil une éventuelle défaite militaire iranienne.

Mais bien que les grandes puissances, U.S.A., U.R.S.S. aient déclaré ne pas vouloir intervenir dans ce conflit, c'est quand même la politique qu'elles mènent dans cette région du globe qui est la source des conflits sanglants qui s'y déroulent. Le Moyen-Orient est depuis plusieurs années un des foyers de tensions où s'expriment leurs rivalités et dont les peuples de cette région sont les plus grandes victimes.

J. BRUEL

CONFERENCE DE PRESSE DE LA FEDERATION SOCIALISTE :

L'ART DE FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX.



Le vendredi 19 septembre, la Fédération Socialiste de la Guadeloupe donnait une conférence de presse à la salle des fêtes de Petit-Bourg.

Ce fut l'occasion pour l'équipe dirigeante de ce parti de faire connaître son point de vue sur divers aspects de la vie économique, sociale et politique du pays et plus particulièrement sur le statut actuel de la Guadeloupe.

Le Fédération Socialiste reconnaît que 35 ans de « départementalisation » n'ont strictement rien apporté au pays et dénonce plus particulièrement dans la brochure publiée à l'occasion de la conférence de presse la « départementalisation économique » préconisée par Giscard comme un projet « néocolonial ». Bref, c'est toute la politique actuelle du gouvernement français en Guadeloupe que condamnent les socialistes.

Et face à cette politique néfaste, qui si elle se poursuit conduira à la « plus complète décomposition » la Fédération Socialiste a décidé de présenter son propre projet de loi.

Celui-ci prévoit la suppression de la fonction de préfet ainsi que celle du Conseil Général et du Conseil Régional.

Le préfet devant être remplacé par un Commissaire de la République et les deux chambres locales par une institution unique dénommée Conseil Départemental.

En réalité la Fédération Socialiste de la Guadeloupe a l'art et la manière de faire du neuf avec du vieux.

Le projet de loi qu'elle nous propose aujourd'hui comme devant faire disparaître le fait colonial n'est rien de plus que ce que Mitterant préconisait déjà pour les D.O.M. lors des dernières législatives. De plus il faut vraiment regarder avec une loupe pour trouver dans ce projet de loi ce qui est fondamentalement différent du statut actuel.

A défaut d'avoir une position résolument anticolonialiste, la nouvelle fédération socialiste se plait à changer les appellations. Ainsi le préfet devient Commissaire de la République et les Conseils « général et régional » tout simplement Conseil Départemental.

En définitive ceux qui composent aujourd'hui cette Fédération socialiste ne sont ni plus ni moins que des départementalistes honteux.

Ils se rendent clairement compte que défendre la politique du gouvernement français en Guadeloupe devient de plus en plus difficile et rend peu crédibles ceux qui continuent à le faire, alors ils se veulent partisans du changement, mais un changement en surface.

Mais il faut dire que c'est surtout l'approche des prochaines échéances électorales, les présidentielles de 1981, qui fait sortir le parti socialiste de son silence coutumier.

En téalité en tant que parti bourgeois composé en grande partie de notables, ce qui préoccupe avant tout les dirigeants du parti socialiste de la Guadeloupe c'est de glaner le maximum de voix lors des présidentielles et s'assurer ainsi des postes dans la mangeoire gouvernementale.

Tout le reste, « politique agricole, développement de l'artisanat et de la petite industrie, politique de l'emploi, etc. » n'est que du saupoudrage pour s'attirer les suffrages des différentes catégories sociales.

Jean IGNACE

CONTRE LES EMIGRES DE LA CARAIBE ... SUITE DE LA PAGE 1

« trafiquants » venus des îles voisines. Cette campagne de presse fait écho à une campagne de police qui, dans la même période multiplie les rafles et les coups de filet dans le milieu jeune, là où les policiers savent pouvoir trouver de jeunes ressortissants des îles anglaises, dans le milieu « rasta » notamment. Perquisitions, saisies, arrestations, poursuites, enquêtes, recherches, se succèdent à un rythme accéléré. France-Antilles en fait état abondamment, et ses journalistes s'étalent complaisamment sur ces affaires en présentant les jeunes arrêtés comme de véritables professionnels du trafic de la drogue, des contrebandiers d'envergure internationale, des bandits extrêmements dangereux, ce qu'ils sont loin

Mais ces campagnes de police et de presse ne sont sans doute pas innocentes. En effet, on apprend que de nouvelles lois sont en préparation, visant à règlementer plus sévèrement l'entrée des ressortissants de la Caraïbe en Martinique. Désormais ils leur faudra obtenir un visa au consulat de France de leur pays pour pouvoir entrer en Martinique. Cette loi est déjà en vigueur en Guadeloupe, elle devrait être étendue sous peu à la Martinique.

De même, les contrôles de police seront renforcés aux frontières, et tous les voyageurs quittant les Antilles Françaises devront obligatoirement remplir un fiche « d'immigration »

Aussi pour justifier pareilles mesures, quoi de mieux que de préparer l'opinion publique en montant en épingle quelques affaires de drogue mineures dans lesquelles sont impliqués des Dominicains ou Sainte-Luciens ?

Et pour la police, qui voudrait contrôler plus étroitement tous les « étrangers » résidant en Martinique, surtout s'ils sont jeunes, ont l'esprit rebelle ou contestataire et fréquentent des jeunes Martiniquais, quel meilleur prétexte pour les enquêtes, les fouilles et les interrogatoires, que les « affaires de drogue » ?

Toute les mesures, lois d'immigration ou contrôles de police, prises à l'encontre des ressortissants des îles de la Caraïbe sont des mesures discriminatoires et xénophobes. Elles visent les pauvres, les chômeurs des îles voisinent qui viennent en Martinique et en Guadeloupe dans l'espoir d'y trouver un travail, et qui bien souvent y résident illégalement. Mais ces mesures ne toucheront pas les riches, touristes ou hommes d'affaires qui obtiendront sans peine un visa et ne seront jamais inquiétés lors de leur séjour aux Antilles françaises.

La police est certes plus prompte à renvoyer chez eux des Haîtiens, Sainte-Luciens ou Dominicains dont les papiers ne sont pas en règle qu'à inquiéter les patrons qui embauchent ces travailleurs pour des salaires dérisoires et sans sécurité sociale. Et France-Antilles est bien plus prompte à les présenter comme des « trafiquants, passeurs de drogue, vauriens et gangsters », qu'à dénoncer ceux qui profitent de la misère de ces émigrés.

C. GOYA

HAÏTI : BEAUTE DES PAYSAGES — MAIS MISERE DES HOMMES.

Dans un article publié dans France-Antilles du 18 septembre dernier, intitulé « Haïti beauté des paysages, chaleur des hommes », article à visée touristique manifeste, l'auteur a réalisé le tour de force, en faisant la présentation de ce pays, de ne pas dire un mot d'un des grands traits qui le caractérise, c'est-à-dire la grande misère qui y règne et son sous-développement. Haïti nous est présenté comme une sorte de jardin potager, avec une végétation luxuriante, des sites d'une beauté exceptionnelle qui feraient la joie des touristes européens par exemple.

C'est vrai que Haïti comme la majorité des îles de la Caraïbe est un pays où le tourisme est une activité économique importante. C'est ainsi que le tourisme a représenté en 1976 3,4 % du produit national brut soit 120 millions de francs, alors que pour la France à la même époque cela ne représentait que 1 % du produit national brût. C'est dire qu'une fraction de la population travailleuse (artisans, commerçants...) vit du tourisme. En 1976 le nombre de touristes s'élevait à 86 000. Depuis le gouvernement Haïtien s'est fixé l'objectif de le développer. Car il y encore des possibilités. Il y a des places à prendre. C'est ce qu'ont compris certaines chaînes hôtelières européennes qui essaient de se tailler une place sous le soleil haïtien d'autant plus qu'il n'existe pas encore en Haïti de puissants concurrents.

Mais si l'auteur de l'article a beaucoup insisté sur la beauté des paysages, il ne nous dit pratiquement rien sur la grande misère qui y règne et la dictature politique exercée depuis plus de 22 ans par la famille Duvalier, dictature qui a déjà fait des milliers de victimes.

Considéré comme le pays le plus pauvre du continent américain, il compte plus de 6 millions d'habitants pour 27 750 km². La capitale Port-au-Prince est surpeuplée et compte 800 000 habitants. La très grosse majorité de la population vit dans des conditions d'habitat déplorables. L'agriculture est l'activité principale du pays, mais les meilleures terres cultivables sont entre les mains de grosses sociétés américaines. Le chômage règne à l'état endémique provoquant l'émigration massive des Haïtiens vers le Canada, les autres îles voisines, mais surtout vers les Etats-Unis. On considère que depuis 22 ans, deux millions de personnes ont abandonné le pays. Le chiffre élevé du taux de mortalité infantile soit 149 pour 1 000 naissances témoigne du sousdéveloppement et de l'état sanitaire catastrophique d'Haïti.

Pour obliger la population à accepter son sort la moindre velléité d'opposition est écrasée dans le sang... Et pour ce, Duvalier a mis sur pied une garde personnelle, surnommée « les tontons macoutes », entraînée à assassiner pour le compte du dictateur. Les opposants politiques du régime sont jetés en prison où ils périssent pour la plupart de la torture quand ce n'est pas de faim.

Mais si la dictature duvaliériste a pu régner depuis 22 ans dans le pays, malgré toute l'hostilité qu'elle soulève c'est parce qu'elle bénéficie du soutien matériel et financier de l'impérialisme américain.

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication : G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à:
Combat Ouvrier
B.P. 145
75023 PARIS CEDEX

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728

FINISSONS-EN...

SUITE DE LA PAGE 1

baratin habituel, assorti des mêmes sempiternelles promesses. Pour être fidèle à la tradition, d'ailleurs, Dijoud n'a pas manqué de fixer une date à l'épanouissement économique futur des Antilles, promis d'année en année depuis 1946 par tous les officiels de passage; cette fois-ci, il nous promet la prospérité et le bonheur pour dans 15 ans maximum! Après tout, ce genre de propos ne coûte rien, et ça peut toujours servir pour les prochaines élections présidentielles, on ne sait jamais!

Et comme d'habitude, les mêmes affidés de service se sont prosternés jusqu'à terre pour recevoir comme une ondée bienfaisante les paroles creuses sortant de la bouche du ministre : les Emile Maurice, les Sablé, les Bernier, Esdras..., ont multiplié courbettes et ronds-dejambes, tandis que leurs compères, Fabre et consorts, gros propriétaires de plantations, ne cachaient pas leur satisfaction d'avoir reçu tant de subventions grâce au cyclone et au ministre.

Mais le bon papa Dijoud, si soucieux de l'avenir de ses chers enfants de Martinique et de Guadeloupe, a pris un ton grave pour stigmatiser les actes terroristes de ces derniers jours, et a annoncé que « les coupables seront impitoyablement châtiés ». Après le père Noël c'était donc le père Fouettard qui parlait et montrait son intention de châtier les mauvais enfants.

Dijoud le paternaliste est dont apparu une fois encore une main brandissant les sucettes, et l'autre le martinet.

C'est peut-être le propre des colonialistes de considérer les peuples qu'ils colonisent comme de grands enfants, des mineurs irresponsables. Mais c'est aussi leur sort que de se retrouver un jour expulsés par ces mêmes peuples, avec un grand coup de pied au derrière!

Et Dijoud, plus que tout autre, tend le postérieur !

Claire Goya

ERRATUM

Dans notre précédent numéro, à propos de l'hôtel des Alizés du Moule, nous avons précisé que les employés n'avaient pas été payés depuis le mois de juin. Nous rectifions. En fait la direction est restée deux ans sans augmenter le personnel et n'a pas appliqué les différentes augmentations du S.M.I.C.